



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



Budget 2009 : Taxes, mensonges et récession



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen

La vie quotidienne
des Français
depuis 2002,
c'est :



Les difficultés économiques
et sociales
n'ont pas commencé en septembre
avec la crise financière

Depuis l'élection de N. Sarkozy, la France va plus mal

L'activité
économique en
net recul

- 2008 : croissance inférieure à 1% (Zone Euro : 1,4%)
- 2009 : croissance proche de 0

Les déficits
non maîtrisés

- Déficit budgétaire : 2008 = 49 Mrds €
2009 = 52,1 Mrds € } (prévisions fixées antérieurement à la
crise économique et financière)
- 2008 : Déficit commerce extérieur nettement supérieur à 2007 (40 Mrds€)
- De 2002 à 2008 : déficit cumulé de la Sécurité Sociale supérieur à 67 Mrds €
- 2009 : déficit Sécurité Sociale 8,6 Mrds €

La dette
se creuse

- 2008 : 65,3% du PIB
- 2009 : le record de 2005, 66,5% du PIB, sera très largement dépassé.
- Les plans de soutien aux banques et à l'investissement seront, à terme, financés par l'accroissement de la dette publique.

L'emploi se
détériore

- Depuis le début de l'année 2008 : diminution de 20 000 emplois salariés.
- Remontée du chômage (+ 40 000 en août)
- Multiplication des faillites et des licenciements dans l'automobile, la métallurgie...
- Difficultés en cascade pour tous les sous-traitants dans tous les bassins d'emploi
- Recours aux heures supplémentaires au détriment de l'embauche.
- Suppression des allocations chômage après deux refus d'offres d'emploi.
- Développement de la précarité et des petits boulots (75% des embauches en CDD ou en intérim)

C'est aussi la crise de N. Sarkozy

**La responsabilité
de la Droite**

- Depuis 6 ans les budgets de l'UMP sont fondés sur les 3 piliers de la crise économique et financière :
 - La paupérisation de l'Etat
 - La déréglementation
 - La défiscalisation des fortunés.

**La responsabilité
de
N. Sarkozy**

- Il est le Président qui est allé le plus loin dans l'alignement sur le libéralisme anglo-saxon
- La défiscalisation des plus hauts revenus (bouclier fiscal, extension des niches fiscales, réduction de l'ISF...)
- La déréglementation :
 - du système économique (libéralisation des grandes surfaces, heures supplémentaires moins chères que les heures normales...)
 - du marché du travail (remise en cause de la durée légale du travail, des accords collectifs, contrat de travail de gré à gré entre l'employeur et le salarié...)
- La paupérisation de l'Etat
 - Explosion des déficits publics et de l'endettement
 - Privatisations des services publics (GDF, autoroutes, La Poste)
 - Plan social de l'Etat : 68 500 suppressions d'emplois depuis 2007

Socialiste, Radical, Citoyen

Un budget d'austérité qui dément N. Sarkozy (1/2)

Ce qu'il dit

- Valoriser le travail

- Moraliser les rémunérations des patrons

Ce qu'il y a dans le budget

- **Maintien du paquet fiscal qui octroie chaque année :**
 - **3 milliards aux héritiers (suppression des droits de succession)**
 - **250 Millions aux 15 000 plus hauts revenus (bouclier fiscal)**
 - **6 milliards d'exonérations fiscales pour les heures supplémentaires qui se substituent aux embauches**
- **Rejet des amendements socialistes visant à empêcher le cumul du bouclier fiscal et des niches fiscales.**
- **Augmentation de l'exonération fiscale des plus favorisés pour l'embauche de personnel à domicile**

- **Refus de plafonner ces rémunérations par la loi**
- **Refus de supprimer les parachutes dorés**
- **Refus de taxer les stock-options**

Socialiste, Radical, Citoyen

Un budget d'austérité qui dément N.Sarkozy (2/2)

Ce qu'il dit

- Réhabiliter l'intervention de l'État

- Promouvoir un capitalisme d'entrepreneurs

- Dire la vérité

Ce qu'il y a dans le budget

- La part des investissements directs de l'État est en constante diminution depuis 2007 (- 4% en 2009)
- Le paiement de la dette ponctionne 1/4 du budget

- Il favorise au contraire les placements financiers et la rente via les niches fiscales et la baisse des droits de succession.

- Le budget est construit sur des prévisions antérieures à la crise.
- Tout est faux : les hypothèses de croissance, de déficits, d'endettement...

le Groupe SRC

Socialiste, Radical, Citoyen

Un budget qui ajoute la crise à la crise (1/2)

**Le pouvoir d'achat
oublié**

- **Aucune mesure de soutien salarial :**
 - Gel de la prime pour l'Emploi (PPE)
 - Pas de coup de pouce au SMIC
 - Pas d'incitations aux accords sur les salaires.
- **Baisse du pouvoir d'achat des pensions de retraite**

**L'investissement
renvoyé
à plus tard**

- **Le budget ne comprend aucune mesure significative de soutien à l'investissement.**
- **Aucune des annonces faites par Nicolas Sarkozy (Fiche 10) ne figure dans le budget.**

**L'austérité pour
les collectivités
locales**

- **Baisse des dotations de l'État**
- **Transfert de charges non compensées financièrement (RSA, diminution de la taxe professionnelle, APA...)**

**De nouvelles
taxes**

- **Création depuis 2007 de 7 nouvelles taxes et des franchises médicales.**
- **2009 :**
 - Taxe sur les mutuelles qui conduit à l'augmentation des cotisations et à la diminution des remboursements.
 - Taxe sur les revenus du patrimoine dont sont exclus les bénéficiaires du bouclier fiscal
 - Taxe sur les fournisseurs d'accès à Internet, pour compenser la suppression de la publicité sur la télévision publique
 - Augmentation du timbre fiscal pour les passeports.

Un budget qui ajoute la crise à la crise (2/2)

Travail-Emploi

- « *le chômage va augmenter fortement en 2009* » - Ministre de l'Emploi
- Crédits pour 2009 : - 370 millions € (malgré les 100000 contrats aidés supplémentaires)
- Crédits pour les trois prochaines années : - 2 Milliards €

Écologie et
Développement
durable

- « *La révolution de la croissance verte* » - Ministre de l'Écologie
- Crédits pour les trois prochaines années : - 800 Millions €
- La mise en œuvre du Grenelle se fera sans véritable moyens, à l'exception des malus que paieront les consommateurs

Logement

- « *La crise va affecter la construction de logements* » - Ministre du logement
- Crédits pour 2009 : - 560 Millions €
- Crédits pour les trois prochaines années : - 810 Millions €

Fonction
Publique

- « *Les fonctionnaires ne se rendent pas compte de la gravité de la crise* » - Président de la République
- 2009 : - 30 627 emplois (dont 13 500 dans l'Éducation nationale)
- Salaire des fonctionnaires : -2%

Et soudain par magie, N.Sarkozy fait pleuvoir des milliards

L'Etat paie
l'addition
des banques...

- Janvier 2008 : « Les caisses de l'Etat sont vides plus que vides » (N. Sarkozy)
- Octobre 2008 : le Gouvernement trouve 360 Milliards pour les banques
- Octobre 2008 : Le Gouvernement trouve 150 Milliards pour garantir l'investissement

...et verse un
pourboire
aux salariés

- Une pincée de social : - 100 000 contrats aidés supplémentaires
 - L'extension des contrats de transition professionnelle limitée aux bassins d'emploi en difficulté (Quels critères ?)
- Une nouvelle dose de déréglementation :
 - Assouplissement des CDD
 - Ouverture des magasins le dimanche
 - Réorientation de la formation professionnelle vers les seuls demandeurs d'emploi.

Questions pour
« un champion »

- De combien de dizaines de milliards la dette publique va-t-elle encore augmenter pour financer le soutien aux banques et à l'investissement ?
- Que vont devoir payer les contribuables ?
- Les PME vont-elles pouvoir accéder réellement au crédit ?
- Pourquoi l'État recapitalise-t-il les banques sans exiger de droit de contrôle ?
- Jusqu'où vont s'accroître les précarités sociales ?

La f(r)acture sociale sera bien réelle



La crise donne raison aux propositions socialistes



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen

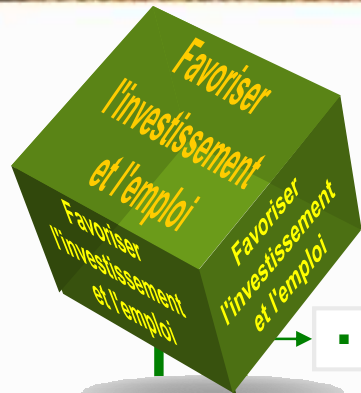
Les propositions des socialistes



- Majorer de 50% la Prime Pour l'Emploi (PPE)
- Conditionner les allègements de cotisations sociales des entreprises à la signature d'accords sur l'augmentation des salaires et la création d'emplois
- Favoriser la revalorisation des bas salaires à travers l'augmentation du SMIC
- Réduire le taux de TVA sur les produits de première nécessité
- Rendre obligatoire le chèque transport en milieu urbain comme en milieu rural
- Revaloriser les allocations familiales et les pensions de retraite

le groupe SMC
Socialiste, Radical, Citoyen

Les propositions des socialistes



- Baisser l'impôt sur les sociétés des entreprises qui investissent.
- Augmenter l'impôt sur les sociétés des entreprises qui distribuent leurs profits sous forme de dividendes
- Diminuer l'impôt sur les sociétés des PME innovantes
- Diminuer l'impôt sur les sociétés des PME qui réalisent au moins 50% de leur chiffre d'affaires à l'exportation
- Créer un fonds national de garantie pour favoriser l'accès des entreprises au crédit
- Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires
- Annuler les suppressions d'emplois dans la fonction publique
- Réformer la formation professionnelle

Le Groupe SRC

Citoyen

Les propositions des socialistes



- Revaloriser les dotations de l'Etat.
- Renforcer la péréquation entre les collectivités.

- Soutenir l'investissement des collectivités locales notamment dans les transports collectifs et dans la construction de logements sociaux.

Les propositions des socialistes



- Supprimer le paquet fiscal qui a permis en 2007 à 15 066 foyers fiscaux de se partager 246 Millions €.
- Plafonner les niches fiscales.
- Instituer une contribution sociale sur les plus-values des « stocks-options » au profit du fonds de réserve des retraites.

Une autre économie est possible



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



Le Groupe SRC

Société, Économie, Culture

à l'Assemblée nationale